

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la Société

Journal de la société statistique de Paris, tome 53 (1912), p. 105-129

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1912__53__105_0

© Société de statistique de Paris, 1912, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques

<http://www.numdam.org/>

JOURNAL

DE LA

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 3. — MARS

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 21 FÉVRIER 1912

SOMMAIRE. — Adoption des procès-verbaux des séances des 20 décembre 1911 et 17 janvier 1912. — Election de trois membres titulaires. — Présentation de deux membres titulaires. — Correspondance et présentation d'ouvrages : M. le Secrétaire général. — Rapport du trésorier sur la situation financière de la Société à fin 1911 et le projet de budget pour 1912. — Rapport de la commission des fonds et archives. — Communication de M. Yves Guyot sur les rapports de la production de l'or et des *index numbers* de *The Economist* et de *Sauerbeck*; discussion : MM. March, Roulleau, Neymarck.

La séance est ouverte à 9 heures sous la présidence de M. DESROYS DU ROURE, président, qui soumet à l'approbation des membres les deux procès-verbaux des séances des 20 décembre 1911 et 17 janvier 1912. Ces procès-verbaux sont adoptés sous le bénéfice de l'observation suivante :

Relativement au procès-verbal de la séance du 17 février 1912, notre collègue M. Caubert a fait remarquer que son observation sur la communication de M. Roulleau doit être placée immédiatement après l'exposé de ce dernier et qu'elle ne concerne que le Transvaal ; de plus, il désire que l'on constate expressément qu'il n'y a pas eu en 1911 ralentissement de la production de l'or même pour l'ensemble de la production mondiale et que la production de l'or au Transvaal est en perpétuel accroissement.

M. le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL dit qu'il est facile de mettre d'accord nos collègues Caubert et Roulleau qui ne paraissent pas avoir saisi leur pensée réciproque.

La production mondiale d'or en 1911 (2.414 millions) a été plus élevée que celle de 1910 (2.361 millions) ; tout le monde est d'accord sur ce point. De ces deux chiffres il résulte un accroissement de 53 millions qui est toutefois inférieur de beaucoup à l'accroissement moyen de la période quinquennale précédente (voir le tableau, p. 71).

En ce qui concerne le Transvaal, l'accroissement de la production est certain, mais M. Roulleau ne parlait que de la variation de la production mondiale.

M. le PRÉSIDENT fait part du décès de M. Ch. Balsan, ancien député, régent de la Banque de France ; il adresse ses condoléances à la famille de notre collègue. Il annonce également le décès de M. Louis Levasseur, sous-chef de bureau au ministère de la Justice, fils de notre regretté maître Émile Levasseur ; quoique n'appartenant pas à la Société, M. Louis Levasseur était connu de beaucoup de membres qui conserveront un excellent souvenir de sa bonne grâce et de son affabilité.

M. le PRÉSIDENT informe la Société que M. André Liesse a été élu membre de

l'Académie des sciences morales et politiques. Il adresse, au nom de tous, ses félicitations à notre collègue.

M. le PRÉSIDENT propose l'admission au titre de membres titulaires de :

MM. Paul ALPHANDÉRY, Albin MERLIN et SOUCHON présentés dans la dernière séance ; ces candidatures sont acceptées à l'unanimité.

Il a reçu les demandes d'admission suivantes :

M. Théodore BERGER-LEVRAULT, fondé de pouvoirs de la maison Berger-Levrault, 18, rue des Glacis, Nancy, présenté par MM. Norberg et Barriol.

M. J. KLOBB, ancien élève de l'École polytechnique, attaché à la compagnie d'assurances le Patrimoine-Vie, 169, rue de l'Université, présenté par MM. Petit et Barriol.

Conformément au règlement, il sera statué sur ces candidatures le 20 mars prochain.

M. le PRÉSIDENT signale la présence de notre membre associé, M. VARLEZ, président du Fonds de chômage de Gand, secrétaire général de l'Association internationale pour la lutte contre le chômage ; il souhaite la bienvenue à notre savant collègue et exprime les regrets de la Société de n'avoir pas entendu ses observations au sujet de la communication de M. Max Lazard sur le coefficient professionnel du chômage.

M. le PRÉSIDENT donne ensuite la parole à M. le secrétaire général pour la lecture de la correspondance et la présentation des ouvrages.

Parmi les publications reçues, M. BARRIOL signale :

Le volume II du rapport du commissaire du travail de Washington sur l'assurance des travailleurs en Europe ;

Le n° 1 du bulletin du *Census* du *Commonwealth* ;

Le quatrième rapport sur la modification des taux de salaires et heures de travail et la statistique des manufactures aux Massachussets ;

Le rapport annuel de l'inspection du travail de la Belgique ;

Le projet de loi pour le budget général de l'empire ottoman pour l'exercice 1328 ;

Le neuvième recensement des Pays-Bas, les statistiques des colonies néerlandaises ;

Le résultat des examens pédagogiques des recrues en Suisse (automne 1910) ;

Le rapport annuel de la ville de Bruxelles ;

Les statistiques ordinaires de la Suède ;

Les statistiques de la République Argentine montrant le merveilleux développement de ce pays ; celles des républiques de Cuba et de Bolivie ;

La statistique sanitaire de l'Italie ;

La statistique commerciale du royaume de Bulgarie et l'annuaire de l'Université de Sofia ;

Le mouvement de la population de Roumanie ;

Le mouvement des sociétés municipales dans les grandes villes d'Autriche et les ménages, logements et maisons dans le dernier recensement autrichien du D^r Kumaniecki, le savant directeur du bureau de statistique de Cracovie ;

Une brochure très intéressante concernant l'histoire du bureau statistique de la ville de Berlin de 1862 à 1912.

Signalons aussi la *Revue statistique* de la ville de Berlin qui y est régulièrement envoyée.

Parmi les publications officielles françaises, on trouve le deuxième numéro du *Bulletin de la Statistique générale* de la France qui contient un article sur le mouvement des prix et l'activité productrice, de notre ancien président Lucien March, et le n° 3 du *Recueil de Statistique municipale* de la ville de Paris ;

Les diverses statistiques du commerce dans les colonies françaises, la statistique pénitentiaire pour l'exercice 1910.

La Société d'Economie politique nous a adressé le compte rendu des séances de 1911.

Nos collègues le comte de Saint-Maurice et Ed. Théry nous ont respectivement

envoyé : le premier, son nouveau livre sur les *Instruments modernes de la politique étrangère*, le second, le beau travail de son fils M. René Théry sur les *Changes avariés* ; il sera rendu compte de ces deux ouvrages intéressants à beaucoup d'égards, ainsi que du livre de M. Watelet sur la crise que vient de traverser le Nord en raison de l'augmentation du coût de la vie.

Enfin, M. Barriol signale l'apparition de la 4^e édition de la *Science économique et ses lois inductives* de notre collègue M. Yves Guyot qui obtient un légitime succès auquel la Société applaudit.

M. le PRÉSIDENT donne la parole à M. Matrat, trésorier, pour la lecture de son rapport sur les comptes du dernier exercice et sur le projet de budget de 1912 (voir page 117).

M. MALZAC présente le rapport de la commission des fonds et archives (voir page 128) et propose l'adoption des comptes de 1911 et du projet de budget de 1912.

La Société approuve ces comptes et M. le PRÉSIDENT se fait l'interprète de tous les membres pour adresser ses remerciements à MM. MATRAT et MALZAC.

M. le PRÉSIDENT donne la parole à M. Yves Guyot qui présente sa communication sur les rapports de la production de l'or et des *index numbers* de *The Economist* et de *Sauerbeck*.

M. Yves GUYOT dit que, suivant la théorie quantitative, l'augmentation de la production de l'or doit être une cause de renchérissement. Tel a été le point de vue de Bodin, Dazavanti au seizième siècle, Locke au dix-septième siècle, Montesquieu au dix-huitième. Plus près de nous, l'économiste américain Walker, les professeurs Nicholson et Irving Fischer ont adhéré à cette théorie légèrement modifiée. Est-elle justifiée par les faits ?

M. Yves Guyot montre d'abord quel a été l'accroissement de la production mondiale de l'or : sa valeur moyenne annuelle qui était de 113 millions de francs pendant la période 1816-1850 est passée à 1.863 millions de francs pendant la période 1901-1911. Pour suivre les variations des prix, l'orateur s'est servi de l'*index number* de *The Economist*, calculé au moyen des prix de vingt-deux marchandises : le prix de base égal à 100 ayant été établi sur la moyenne des prix de 1845-1850. Les chiffres de l'*index number* n'ont pas suivi le développement de la production de l'or. Ils ont été les plus faibles de 1890 à 1900, alors que la production de l'or atteignait annuellement 1.090 millions. De 1871 à 1890 il y a eu, il est vrai, baisse simultanée des prix et de la production de l'or ; mais on remarquera que la diminution de la valeur de la production d'or a été de 17 %, tandis que la baisse des prix a été de 25 % ou de 37 % suivant que l'on considère le prix minimum ou le prix maximum de la période.

D'autre part, alors que de 1895 à 1905 la production de l'or a augmenté de 1 milliard à 1.951 millions, l'*index number* est demeuré au-dessous du prix de base.

En outre, les prix des objets ne montent pas ou ne baissent pas uniformément. De 1845 à 1910, l'*index number* de la laine est passé de 100 à 133, tandis que celui de la soie est tombé de 100 à 86. En 1910, l'indice du blé était de 54 ; celui de la viande de boucherie 142.

Dans la période 1861-1865, il y a eu hausse générale de toutes les marchandises ; cependant, la production de l'or a diminué par rapport à la période précédente. Il n'en serait pas ainsi si la théorie quantitative était exacte.

De même, les oscillations des *index number* de *Sauerbeck* et de la valeur de la production mondiale de l'or ne sont pas concordantes. M. Sauerbeck a voulu prouver le parallélisme de la baisse des prix et la contraction monétaire provenant de la démonétisation de l'argent. Les faits sont contraires à sa théorie.

M. Yves Guyot indique ensuite que, même si toutes les marchandises avaient baissé de prix, pour prouver une augmentation de la valeur de l'or, il faudrait exclure des *index numbers* les marchandises qui subissent l'influence des saisons et des transports, et ne garder que la houille et les minerais. Le prix du charbon a

augmenté dans presque tous les pays ; mais cette hausse résulte de l'accroissement des frais d'extraction.

Pour conclure, M. Yves Guyot montre que trois éléments jouent au point de vue de la théorie quantitative moderne : le chiffre des affaires, la quantité d'or distraite de la circulation pour les emplois industriels, les substituts de l'or pour les paiements. Or la production de l'or ne représente pas 1 % de l'ensemble de la production agricole et industrielle du monde, et ses écarts sont insignifiants relativement à ceux des récoltes et des autres industries. Sur 69 milliards de francs d'or mis au jour depuis 1493, 36 milliards 500 millions seulement constituent les stocks monétaires ; enfin, dans les pays les plus avancés, l'or n'est qu'un appoint pour les règlements de compte.

En résumé, la théorie quantitative ne résiste pas au contrôle des faits.

M. Lucien MARCH se rallie aux constatations de M. Yves Guyot ; toutefois, il lui paraîtrait excessif d'affirmer que le mouvement des métaux précieux n'a aucune influence sur le mouvement des prix. Il estime que, pour apprécier cette influence, il faut considérer non pas les quantités absolues mises chaque année à la disposition du marché, mais le rapport de ces quantités au stock monétaire. Un accroissement de 1 milliard pèsera beaucoup moins si le stock est de 20 milliards que s'il est seulement de 2 milliards. Il croit de plus qu'il faut tenir compte à la fois de la production de l'or et de celle de l'argent.

Il présente un tableau graphique sur lequel sont tracées deux courbes, l'une relative à l'accroissement relatif de la production cumulée des métaux précieux depuis 1493, par périodes, l'autre relative au mouvement d'indices généraux des prix.

Il lui semble que ces courbes mettent en évidence une certaine influence de l'accroissement métallique sur les prix, tout au moins à une dizaine d'années de distance.

Les observations de M. March sont annexées au présent procès-verbal, page 111.

M. ROULLEAU a également cherché à mesurer l'influence de la quantité de monnaie sur les prix. Pour cela, il a comparé de 1873 à 1910 les variations des prix et celles du stock monétaire. Dans un premier calcul, il a pris pour mesure approximative de ce dernier élément la partie de la production annuelle de l'or qui sert aux usages monétaires, évaluée aux trois quarts de cette production ; il a rapproché ce chiffre de la variation des prix entre l'année correspondant à cette production et l'année suivante, mesurée au moyen des *index numbers* de *Sauerbeck*. Le coefficient de corrélation entre les deux séries statistiques ainsi obtenues a été trouvé égal à + 0,44. Il est d'ailleurs sensiblement le même si, pour tenir compte du rôle monétaire de l'argent, on ajoute aux trois quarts de la production de l'or la moitié de celle de l'argent.

En outre, si on calcule le même coefficient de corrélation en tenant compte uniquement, soit de l'*index number* des objets d'alimentation, soit de celui des autres marchandises, on trouve une valeur un peu moins élevée qui est, dans l'un et l'autre cas, de + 0,38.

L'écart entre ce chiffre et le précédent fait voir que la relation entre le stock monétaire et les prix se montre plus étroite quand on envisage un groupe de marchandises plus général, les causes individuelles de variation des prix tendant alors à se compenser. Il doit en effet en être ainsi, s'il y a, entre les deux éléments mis en comparaison, une relation générale et non accidentelle.

Devant ces résultats, M. Roulleau conclut que la quantité de monnaie en circulation est loin d'être sans action sur les prix ; sans doute, ceux-ci obéissent également à bien d'autres influences : vitesse de circulation de la monnaie, emploi des billets de banque, chèques et virements d'une part ; variation des besoins de la consommation, des conditions de la production des marchandises, d'autre part ; mais il ne paraît pas possible d'éliminer comme inopérante l'importance du stock monétaire présent sur le marché.

M. Alfred NEYMARCK fait remarquer la facilité avec laquelle certaines opinions et appréciations sont mises en circulation et acceptées avec la plus grande facilité, sans contrôle, sans recherches scientifiques. De tous côtés on entend répéter,

comme un axiome, comme une vérité qui n'a pas besoin d'être démontrée, que s'il y a hausse des prix c'est parce qu'il y a trop d'or.

On ne recherche pas si cette hausse des prix n'a pas des causes économiques, commerciales, financières, climatériques ; si elle n'est pas due au développement de la consommation, à l'accroissement de la production houillère, de l'industrie métallurgique, à l'accroissement du bien-être général et à d'autres causes encore. Non, la hausse des prix, répète-t-on à l'unisson, c'est à l'abondance de la production de l'or qu'elle est due.

Or, une observation préliminaire s'impose. L'augmentation de la production de l'or est indéniable : depuis cent, cinquante, vingt, dix ans, elle a été continue et en progression. Dans l'intervalle cependant, il s'est produit, en France et à l'étranger, des crises causées par la baisse des prix : baisse des produits alimentaires, baisse des prix des terres, baisse des produits minéraux, baisse du charbon, du fer, etc. Comment se fait-il que la production de l'or qu'on dit être cause de la hausse des prix n'ait pas eu tout au moins le mérite d'enrayer la baisse ?

Il faut donc, pour se faire une opinion raisonnée, interroger les chiffres et voir de près ce qu'ils disent et non pas ce qu'on voudrait qu'ils disent.

Au 31 décembre 1900, l'encaisse-or dans les différentes banques d'émission européenne s'élevait au chiffre de 8.150 millions. Au 31 décembre 1910, cette encaisse s'élevait à 12.550 millions, soit une augmentation de 4.400 millions.

Pendant la même période, les billets de banque en circulation s'élevaient à 15.400 millions fin décembre 1900, et à 21.800 millions fin décembre 1910, soit une augmentation de 6.400 millions.

La première constatation qui ressort de cette juxtaposition de chiffres est que la production de papier, depuis dix ans, a bien plus augmenté que la production de l'or, et à cette production, il faudrait ajouter celles des moyens de crédit, tels que virements, compensations, etc., qui ont pris un développement considérable, et permettent pour les transactions de se servir de moins en moins de monnaie d'or et encore moins de celle d'argent qui n'est pas acceptée pour les transactions et échanges internationaux.

Rien qu'à la Banque de France, le montant des virements s'élevait en 1900 à 102 milliards et en 1910 à 271 milliards.

Les opérations de la Chambre de compensation de Paris, qui se sont élevées à 10 milliards en 1900, s'élevaient pour 1910 à 30 milliards.

La proportion des espèces employées dans les divers mouvements de comptes à la Banque de France, par rapport aux virements, était de 3,22 % en 1900 et de 1,95 % en 1910.

Remontons encore quelques années plus loin dans cette statistique monétaire.

Comme le rappelait M. Yves Guyot, en 1895, l'Institut international de Statistique (session de Berne) exprimait le vœu qu'il fût publié périodiquement un document statistique ayant pour objet la production des métaux précieux. L'élaboration de cette statistique fut confiée à l'Administration des Monnaies, dirigée alors par M. de Foville, et est continuée depuis par ses successeurs. A la session de Paris, puis aux sessions de Berne, Saint-Petersbourg, etc., l'Institut international de Statistique émettait le vœu qu'une statistique internationale des valeurs mobilières, des émissions fût établie, en en chargeant M. Alfred Neymarck qui, conformément aux vœux exprimés, présente tous les deux ans son rapport à chacune des sessions.

Or, d'après ces publications diverses, la production de l'or a été la suivante :

Années	Milliards
1886 à 1895.	7,1
1896 à 1900.	6,7
1901 à 1910.	<u>19,5</u>
Total.	33,3

Depuis vingt-cinq ans, c'est-à-dire depuis 1886 seulement, la production mondiale de l'or aurait été, en chiffres ronds, de 33 milliards, soit en moyenne de 1.320 millions par an.

Pendant la même période, les émissions diverses, créations de titres mobiliers, fonds d'États compris, se sont élevés aux chiffres suivants :

Années	Milliards
1886 à 1890.	40,4
1891 à 1895.	40,4
1896 à 1900.	60,0
1901 à 1905.	83,6
1906 à 1910.	114,1
Total.	<u>338,5</u>

Depuis 1886, le montant total des émissions de titres mobiliers s'est élevé au chiffre formidable de 338 milliards, ce qui représente une moyenne annuelle de 13.500 millions.

Rapprochons maintenant les totaux de la production de l'or de ceux des émissions publiques de titres mobiliers et des billets de banque en circulation, et vous arriverez à cette constatation et à cette conclusion : il n'y a pas trop d'or, et on peut dire, au contraire, qu'il y a bien plus de billets de banque en circulation, de papier, de titres mobiliers, et que, comme vient de le démontrer notre collègue et ami Yves Guyot, l'importance de l'industrie de l'or est bien minime quand on la compare aux autres industries et commerces.

Il faut remarquer, en outre, que des pays anciens en sont encore réduits presque au régime du papier-monnaie et ont besoin d'or pour avoir une situation monétaire saine ; d'autres pays comme l'Argentine, le Brésil, l'Égypte, etc., sont grands consommateurs de capitaux et ont besoin d'or ; leurs besoins d'or exercent même une grande influence sur les marchés monétaires européens. Aux États-Unis, ce riche et puissant pays a dû, plusieurs fois, directement ou indirectement, faire appel à l'or européen, et particulièrement à l'or français, pour enrayer ou empêcher l'extension d'une crise. Une grande partie de cet or qui, pour une cause ou pour une autre, est exporté, nous revient sous forme de marchandises, ou même en numéraire, pour le paiement des intérêts et l'amortissement des prêts que nous avons consentis. Nous sommes créditeurs partout et débiteurs nulle part.

Depuis quarante ans et plus particulièrement depuis vingt ans, notre pays a consenti de nombreux prêts à l'étranger, soit aux États, soit à des sociétés et entreprises privées.

Tout, ou la plus grande partie de ces prêts, ont été stipulés payables en intérêts et remboursables en capital, en *or*. Que l'on fasse le relevé de ces emprunts et qu'on se rende compte de la somme considérable de capitaux-or qu'il faudra pour en servir les intérêts et l'amortissement : on verra que la production de l'or répond à peine aux besoins actuels, et, à moins de supposer un autre substitut, l'or sera toujours une monnaie recherchée.

On peut donc dire, conclut M. Alfred Neymarck, avec chiffres à l'appui, que l'augmentation actuelle et indéniable des prix n'a pas pour cause l'accroissement de la production de l'or, mais que ces causes sont nombreuses et d'un tout autre ordre, causes économiques, commerciales, industrielles, financières, climatériques, etc.

M. le PRÉSIDENT remercie les orateurs qui ont apporté leur contribution à l'étude de la question si importante que MM. Roulleau et Y. Guyot ont successivement traitée, et il déclare que la discussion pourra être reprise ultérieurement.

L'ordre du jour de la prochaine séance est ainsi fixé :

Les émissions et les remboursements d'obligations de chemins de fer en 1911,
par M. Alfred Neymarck.

La population industrielle comparée de l'Allemagne et de la France, de 1895 à 1907, par M. Marcel de Ville-Chabrolle.

La séance est levée à 11 heures.

Le Secrétaire général,
Alfred BARRIOL.

Le Président,
DESROYS DU ROURE.

II

ANNEXE AU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 21 FÉVRIER 1912

L'INFLUENCE DE L'ACCROISSEMENT DU STOCK MONÉTAIRE SUR LES PRIX

En terminant son remarquable exposé de la production et du mouvement des métaux précieux à l'époque actuelle, M. Rouleau s'est demandé si les approvisionnements actuels n'étaient point excessifs.

Il a répondu à la question en rappelant qu'en Europe les réserves d'or constituaient le soutien d'une circulation fiduciaire qui s'accroît très vite et que les besoins d'argent augmentent rapidement aussi dans d'autres continents.

D'ailleurs, dans les pays européens eux-mêmes, comme il l'a établi, l'emploi du métal jaune se règle sur des principes différents, suivant que l'on vise à favoriser le plus possible le mouvement des affaires ou que l'on tient à asseoir sur une base solide la puissance financière.

Tout le monde, je crois, s'accorde à reconnaître l'importance du rôle des stocks métalliques dans le mouvement économique. Tout le monde sait aussi que, dans certaines limites, l'un des meilleurs symptômes révélateurs de ce mouvement est fourni par le niveau des prix.

Dès lors, comment le montant des stocks monétaires serait-il sans influence sur les prix ?

Cette influence semble au contraire si logique qu'aux époques où les esprits étaient avant tout épris de logique et de symétrie on établissait une sorte d'équation entre la quantité de monnaie et le prix des choses : M. Yves Guyot l'a rappelé.

Une observation mémorable appuyait cette manière de voir. Les prix des denrées, qui étaient à un niveau très bas au quinzième siècle (on estime parfois qu'ils étaient six fois moins élevés qu'aujourd'hui), se sont accrus rapidement au moment de l'exploitation des mines américaines.

De là est née la théorie dite quantitative, ou la loi du rapport des prix à la quantité de monnaie en circulation. M. Yves Guyot a démontré que cette loi ne se vérifiait pas, au moins à l'époque actuelle et sous la forme prévue.

Je ne crois pas que, par une conclusion aussi excessive que la formule de Montesquieu, on puisse affirmer que la production des métaux précieux n'a aucune influence sur le mouvement des prix.

Mais, pour apprécier cette influence, il faut, semble-t-il, établir des distinctions. Voyons d'abord ce qui paraît acquis.

De 1860 à 1873 (13 ans environ), la production annuelle de l'or tend plutôt à diminuer, tandis que les prix montaient.

De 1873 à 1886 (13 ans environ), la production de l'or continue à diminuer tandis que les prix baissent.

De 1887 à 1896 (10 ans), la production s'accroît rapidement tandis que les prix continuent à baisser. La hausse des prix n'a commencé qu'à la fin du dix-neuvième siècle, d'abord accompagnée d'un fléchissement de la production de l'or dû à la guerre du Transvaal, et ce n'est guère qu'à partir de 1900 que les deux mouvements sont de même sens (13 ans environ).

Voilà quatre périodes à peu près égales dont deux se signalent par des changements concordants et deux par des mouvements discordants.

A ne considérer que les mouvements observés depuis 1860, on serait donc tenté de dire d'après cela qu'il n'y a aucune relation entre la quantité d'or et les prix. Ce serait la négation de la loi de Montesquieu et de ce que l'on attend.

Heureusement les lois économiques n'échappent point au sort commun des formules générales, qui valent pour un temps et des circonstances déterminées ; il faut les reviser souvent pour les adapter aux faits et aux inférences raisonnables.

Que suggère une vue superficielle de la question ? Puisque des quantités de monnaie mesurent les prix des choses en monnaie, il serait extraordinaire que la quantité de monnaie qui entre dans l'ensemble des échanges n'eût aucune influence sur les prix. En second lieu, l'influence de la production monétaire fournit une explication si commode des mouvements généraux et concordants des prix qu'on verrait à regret disparaître cette influence.

Telle est l'invitation du raisonnement. Si les faits semblent s'y dérober entièrement, il faut d'abord se demander si on les a bien interprétés.

Reprenant la méthode de comparaison entre les quantités extraites et les prix, le professeur Irving Fisher a dressé le tableau ci-dessous (1).

Production, consommation et stock de métaux précieux en Europe et niveau des prix

Années	Production pendant la période	Consommation et exportation	Stock	Prix (en 1800 = 100)
1500.	3.350	1.450	850	35
1600.	8.200	3.700	2.750	75
1700.	21.400	19.400	7.250	90
1800.	65.000	44.800	9.250	100
1900.			29.450	125 (r)

Les indices des prix sauf celui de 1900 sont empruntés aux recherches de M. d'Avenel.

Admettons pour un instant qu'ils représentent convenablement le mouvement général des prix durant la période de 400 ans. A-t-on le droit de conclure du tableau précédent qu'il y a une relation directe entre le mouvement des prix et l'importance du stock monétaire ? Je ne le pense pas. On aurait pu inscrire dans une dernière colonne le nombre des habitants du globe. Supposons qu'on ait constaté aussi l'accroissement de ce nombre, en conclurait-on que le nombre des habitants dépend de la production métallique ou inversement ? Sans doute il peut y avoir une liaison indirecte entre les deux phénomènes, mais cette simple remarque ne conduit pas à une explication. Pour parvenir à l'explication, il faut analyser les deux phénomènes avec plus de détails, observer des variations offrant des caractères différents et noter soigneusement les similitudes.

A vrai dire Irving Fischer ne tire pas de conclusion formelle de son tableau, il se borne à dire : quoi d'étonnant que les prix montent en présence d'un aussi énorme accroissement de métaux précieux ! Et si les prix ne haussent pas aussi vite que les stocks monétaires, cela tient, à son avis, au volume grandissant des affaires.

(1) Irving FISHER, *The purchasing power of money*, p. 237.

Il admet en effet, comme l'a dit M. Yves Guyot, une nouvelle formule moins simple que celle par laquelle M. de Foville a traduit le raisonnement de Montesquieu. Appelant :

- T le volume total des échanges ;
- P le niveau général des prix ;
- M la quantité de monnaie en circulation (1) ;
- V la vitesse de cette circulation ;
- M' la somme des dépôts susceptibles d'être mobilisés par versements, chèques, etc. ;
- V' la vitesse de circulation de cette somme,

il établit entre ces quantités la relation :

$$T P = V M + V' M'$$

équation un peu moins simple que celle de Montesquieu complétée par M. de Foville :

$$T P = V M$$

Mais on ne saurait équitablement accuser Montesquieu d'avoir négligé les paiements par virements ou par chèques.

Je n'entreprendrai pas de résumer ici les calculs du professeur Fischer relatifs à la période 1896-1909. Il semble que, durant cette période de 14 ans, si l'on admet les hypothèses et les procédés de calcul des vitesses et des quantités qui entrent dans la formule, il y ait un accord satisfaisant entre les variations annuelles de l'index number général des prix et les variations annuelles des prix calculés à l'aide de la formule. Ce ne peut être là en tout cas qu'une indication, en raison de brièveté de la période.

Je m'en tiendrai pour le moment à la comparaison des mouvements séculaires. Ici aussi quelques précautions sont nécessaires.

D'abord, si l'on compare les prix des choses sur le marché mondial, bien que ces prix soient exprimés par l'étalon d'or, il faut néanmoins tenir compte de la production de l'argent, car une masse considérable de marchandises est payée en argent.

En second lieu, si la quantité de métaux précieux jetée dans la circulation exerce une influence sur les prix, cette influence dépend évidemment du stock déjà existant. Pour la faire ressortir il faut donc calculer à chaque moment le rapport entre l'accroissement du stock et ce stock lui-même. Comme ce stock n'est connu que très imparfaitement, il m'a semblé que, au lieu d'utiliser les évaluations qui s'y rapportent, il valait mieux supposer qu'à toutes les époques la somme des emplois industriels ou domestiques et des pertes représente une fraction à peu près constante du total, fraction qui a été évaluée suivant les auteurs de $\frac{1}{3}$ à $\frac{1}{2}$.

Enfin comme indice de la variation des prix j'emploierai celui de Sauerbeck calculé depuis longtemps sur un groupe important de 45 marchandises et que son auteur a déterminé année par année en remontant jusqu'à 1783 (2).

Avant 1783, on dispose d'évaluations assez discordantes, ce qui n'est pas surpre-

(1) De la monnaie en circulation, Irving Fischer ne retient que ce qui sert aux opérations commerciales et domestiques, non compris les emplois en pures opérations de banque et la quantité retenue par le Trésor public.

(2) Pour la période 1783-1818 j'ai relevé les valeurs de l'indice sur un graphique de M. Irving Fischer.

nant ; et surtout la méthode d'évaluation est fort différente de celle de Sauerbeck. Ainsi, d'après le tableau ci-dessus, les prix seraient plus élevés en 1900 qu'en 1800 ; c'est le contraire qui est vrai d'après la série des indices de Sauerbeck. Les recherches sur le mouvement des prix aux siècles passés portent exclusivement sur le blé et les denrées d'usage courant (1), tandis qu'au dix-neuvième siècle on a compris dans les recherches beaucoup d'autres objets dont le prix est moins sensible aux influences climatiques et reflète mieux le mouvement des transactions.

Quoi qu'il en soit, à l'aide des éléments du tableau annexé ci-après, si l'on construit, d'une part la courbe des accroissements relatifs du stock de métaux précieux, d'autre part la courbe indicatrice du niveau des prix, on constate entre ces courbes une certaine analogie, au moins durant la période que couvre l'indice de Sauerbeck.

La similitude s'accroîtrait si l'on avançait de 10 à 15 ans la courbe qui représente l'accroissement du stock monétaire. La courbe de l'accroissement relatif du stock d'or a des oscillations plus brusques que la courbe relative à l'ensemble des deux métaux, mais son allure générale est analogue.

En résumé, jusqu'à confirmation des recherches du professeur Irving Fischer sur des périodes plus étendues et avec une méthode suffisamment sûre, il ne me semble pas que la production monétaire influe ni sur les mouvements annuels ni sur les mouvements cycliques, à courte période, des prix.

Mais l'accroissement relatif du stock des métaux précieux semble avoir une certaine répercussion sur le mouvement séculaire des prix, à quelques années de distance.

Si donc on admet que la quantité de métaux précieux a une influence sur les prix, cette influence ne serait ni immédiate ni directe ; d'autres influences se superposent à elle notamment celles qu'a indiquées M. Yves Guyot.

Et cela nous permet d'espérer que la hausse des prix qui a commencé à la fin du siècle dernier ne prendra pas des proportions comparables à celle des moyens de paiement, lesquels s'accroissent démesurément aujourd'hui, tant sous la forme métallique que sous la forme des chèques et des compensations.

L'accroissement relatif du stock de métaux précieux a été plus rapide en 1855 qu'aujourd'hui et les prix ont moins augmenté qu'en 1873. Vers 1800 au contraire la hausse des prix a été énorme, tandis que l'accroissement métallique précédent avait été assez faible.

D'ailleurs aujourd'hui, le mouvement de la production de l'or, qui s'était accéléré rapidement à la suite de l'invention de nouveaux procédés de traitement, paraît se ralentir, comme l'a remarqué M. Rouleau.

Toutefois, la question des répercussions possibles de la production métallique sur le mouvement général des prix reste ouverte. Comme elle intéresse les conditions d'existence de millions d'hommes et soulève de graves problèmes politiques, il y a lieu d'espérer qu'on n'hésitera plus à rassembler les éléments nécessaires pour qu'elle puisse être traitée avec méthode aussi complètement que possible (2).

LUCIEN MARCH.

(1) Pour apprécier les mouvements généraux des prix, l'index number ordinaire calculé en attribuant des poids égaux aux diverses marchandises est suffisant. Pour déterminer l'influence du stock monétaire il vaudrait mieux pouvoir disposer d'un indice basé sur des poids proportionnels aux transactions.

(2) On sait que le Sénat des États-Unis est actuellement saisi d'une proposition relative à l'institution d'une Commission internationale chargée d'une semblable recherche.

**VALEUR DE LA PRODUCTION DE L'OR ET DE L'ARGENT
ET MOUVEMENT GÉNÉRAL DES PRIX PAR PÉRIODE, DE 1493 A 1910**

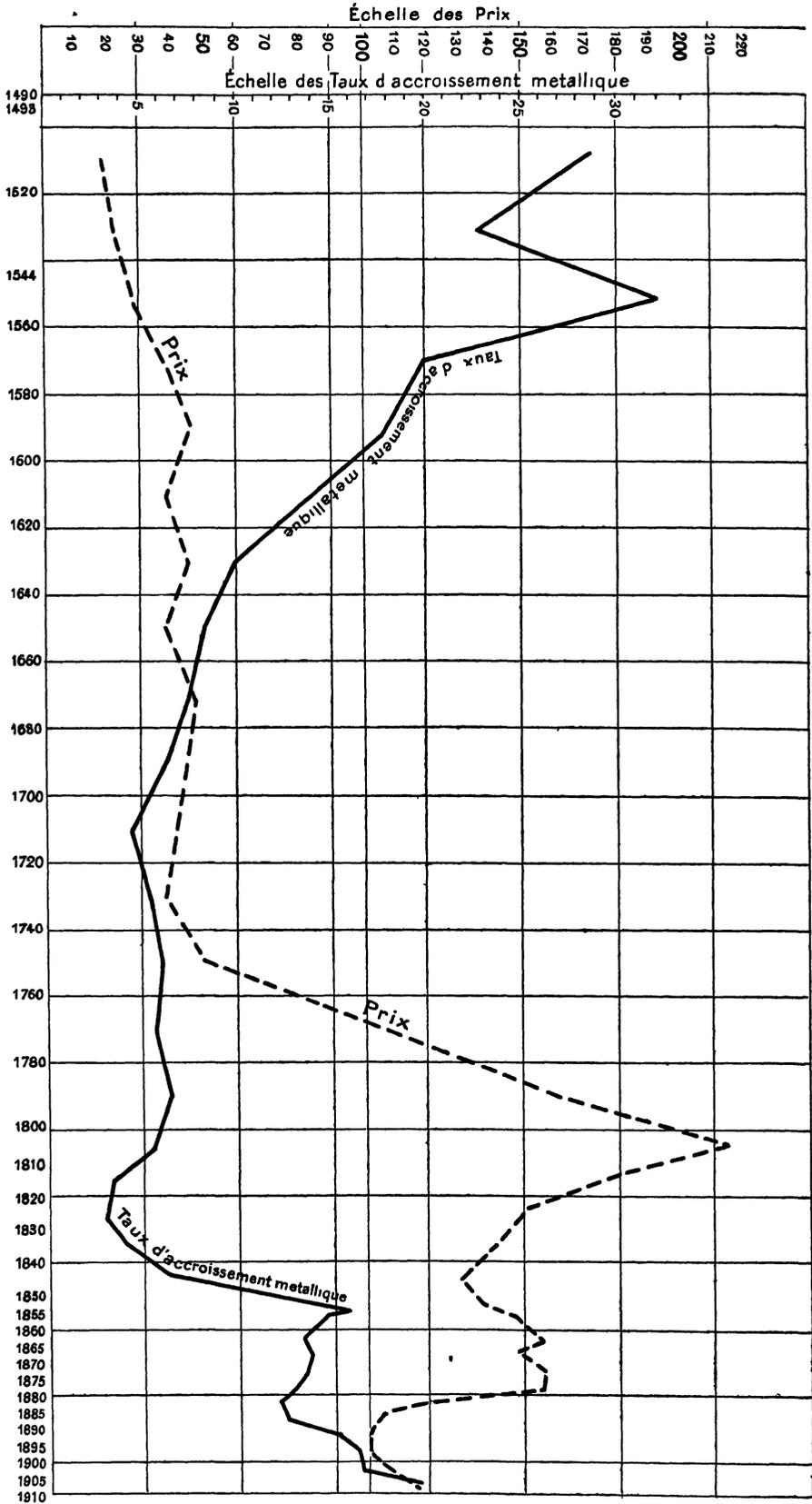
(A partir de 1873, l'argent est compté pour sa valeur commerciale)

Années	Production cumulée (en milliards de francs) (1)	Production annuelle par période (en millions de francs) (1)	Taux d'accroissement pour 100	Nombre indice de la variation générale des prix (2)
1493	1,0	29	29	19 (?)
1520	1,8	42	23	23 (?)
1544	2,8	91	32	28 (?)
1560	4,3	85	20	38 (?)
1580	6,0	112	18	45 (?)
1600	8,3	116	14	38 (?)
1620	10,6	109	10	45 (?)
1640	12,8	105	8,2	38 (?)
1660	15,0	101	6,7	38 (?)
1680	17,0	107	6,3	47 (?)
1700	25,5	117	4,6	41 (?)
1720	27,8	153	5,5	38 (?)
1740	31,0	192	6,2	50 (?)
1760	34,7	204	5,8	*
1780	38,8	242	6,3	160
1800	43,6	246	5,6	215
1810	46,1	150	3,2	180
1820	47,6	143	3,0	152
1830	49,0	191	3,9	142
1840	51,0	344	6,7	129
1850	54,4	847	15,6	136
1855	58,7	858	14,6	148
1860	63,0	844	13,4	157
1865	67,2	926	13,7	150
1870	71,8	974	13,5	156
1875	76,6	1.016	13,2	155
1880	81,8	993	12,1	120
1885	86,8	1.075	12,4	106
1890	92,1	1.398	15,1	101
1895	99,1	1.556	15,8	100
1900	116,4	1.885	16,2	106
1905	126,3			
1910	138,0	2.450	19,4	115

Lucien MARCH.

(1) Ces chiffres résultent des évaluations inscrites dans le rapport du directeur de la Monnaie des États-Unis pour 1909 : *Production of the precious metals*, table 18, p. 124. Pour simplifier le calcul on a supposé à toutes les époques 1 dollar = 5 francs.

(2) Les indices antérieurs à 1780 sont calculés d'après les chiffres donnés par M. de Foville dans son volume sur la *Monnaie*, en transformant les estimations hypothétiques de M. d'Avenel (période de base 1891-1900, l'indice = 100). A partir de 1780, les nombres indices sont ceux de M. Sauerbeck, moyennant modification de la période de base (1891-1900 au lieu de 1867-1877). Les index numbers de 1783 à 1818 ont été mesurés sur un graphique de M. Fisher, *The purchasing power of money*, p. 239 Vers 1800 l'indice des prix subit l'influence du papier-monnaie



III

RAPPORT DU TRÉSORIER

SUR

LES COMPTES DE L'ANNÉE 1911

LA SITUATION FINANCIÈRE ET LE BUDGET DE 1912

CHERS COLLÈGUES,

Je viens vous présenter, comme les années précédentes, les comptes du dernier exercice, et vous soumettre le projet de budget pour 1912.

Ces pièces financières sont accompagnées d'un rapport sur les opérations de trésorerie qui se sont accomplies en 1911.

Il ne s'est produit aucune recette ni aucun mouvement de fonds dépassant la marche du service normal de la Société. Seule une dépense pour l'impression de la table générale du Journal présente un caractère spécial.

Le bilan s'offre tout d'abord à votre examen.

Je crois devoir faire remarquer qu'il est présenté sous une forme un peu différente des années dernières, en ce qui concerne le groupement des titres des portefeuilles que la Société possède.

Ils étaient énoncés en deux parties : l'une comprenant les valeurs déposées au Crédit foncier ; l'autre, celles mises en garde au Comptoir national d'escompte de Paris, et se rapportant aux legs Coste et Mercet seuls.

Il nous a paru que la distinction essentielle pour le classement des titres ne dépendait pas de leur dépôt temporaire ou même prolongé dans telle ou telle société, mais de leur affectation fixe qui les immobilise définitivement, ou de leur disponibilité, caractères qui s'attachent aux titres mêmes et les distinguent les uns des autres.

Une partie des titres provient des recettes courantes de la Société, une autre des legs dont il importe de représenter la valeur, même si l'emploi des revenus n'a pas été déterminé par les donateurs. En dehors de ces deux grands groupes, quelques titres provenant d'économies temporaires sur comptes courants restent ainsi en attendant un emploi pour le service ou une affectation définitive.

De là résulte le classement suivant :

1° Titres sans affectation spéciale (compris dans le portefeuille général de la Société) ;

2° Titres afférents à la représentation des legs (constituant le portefeuille de chaque legs) ;

3° Titres libres, valeur en compte courant.

Bien entendu, ces titres sont au nominatif au nom même de la Société, et chacune des deux caisses où ils sont déposés est successivement désignée : Crédit foncier — ou Comptoir national d'escompte de Paris. Deux obligations sont seules actuelle-

ment conservées au porteur comme argent de caisse réalisable pour le service, tout en étant déposées au nom de la Société sur récépissé officiel. Vous trouverez ainsi groupés et à leur place définitive les legs faits par les divers collègues donateurs que nous avons eu la douleur de perdre.

Celui de M. Émile Levasseur, notre éminent collègue et ami, deux fois notre président et dont chacun de nous conserve la mémoire fidèle et l'affectueux ou respectueux souvenir, ne figure pas encore sur la liste ; il ne pourra être inscrit qu'au prochain compte rendu, lorsque le règlement de cette attribution libérale sera légalement effectué.

Un dernier point de l'actif du bilan réclame quelques mots.

Il ne figure plus qu'une somme de 90 francs pour représenter la créance de la Société de Statistique vis-à-vis l'Hôtel des sociétés savantes. C'est le dernier trimestre que cet hôtel doit acquitter au mois d'avril 1912 pour être définitivement libéré en capital et intérêts, de la valeur du prêt de 3.000 francs qui lui a été fait il y a dix ans pour installer nos bibliothèques. Le remboursement a été effectué en 40 trimestres de 90 francs, donnant au total 3.600 francs.

Au passif, le bilan présente quelques différences avec l'année dernière.

La réserve sur cotisations rachetées s'est élevée de 25.163^f 45 à 25.574^f 85, conséquence de l'entrée de 3 membres parmi les membres perpétuels, contre la sortie de deux chers et honorés collègues, MM. Levasseur et Duval.

Les autres augmentations du bilan concernent les nombreux rachats de cotisations, s'élevant à 2.100 francs pour 35 annuités, puis l'accroissement des comptes courants des legs Bourdin, Coste et Mercet, qui se sont élevés de 1.831 francs au total.

Mais tout n'est pas augmentation au bilan. Vous trouverez des réductions sur les fonds sans affectation spéciale, c'est-à-dire sur le capital libre, qui est le fonds social proprement dit de la Société, qui s'est formé par le jeu même de son existence. La cause principale de cette réduction réside dans la balance entre les recettes et les dépenses courantes ; entre les charges et les ressources ordinaires pendant l'année écoulée.

Puisqu'il en est parlé abordons maintenant le compte annuel.

Il part, comme d'usage, de l'encaisse au 1^{er} janvier pour aboutir à celui du 31 décembre, de telle sorte que tout le mouvement financier de l'année est enserré entre ces deux termes qui sont liés l'un à l'autre.

Les recettes du service courant en 1911 sont à peu de chose près équivalentes à celles de l'année dernière : 12.757^f 20 qui se sont légèrement élevées à 13.085^f 48.

L'examen détaillé montre que les intérêts se sont accrues de la faible somme de 182^f 58, conséquence d'emplois antérieurs sur fonds disponibles.

Les autres recettes : cotisations de membres titulaires et correspondants, abonnements au Journal et vente de numéros, sont restées à peu près les mêmes.

Les subventions sont revenues de 3.150 francs à 3.300 francs, par suite du rétablissement à 500 francs de l'allocation du Conseil général de la Seine, qui avait été réduite à 350 francs en 1910 — rétablissement que nous devons à notre cher président.

Nos diverses subventions sont ainsi à un taux qu'on nous permettra de considérer comme normal, puisqu'elles présentent leur montant habituel : Ville de Paris ; département de la Seine ; ministères de l'Agriculture, de l'Instruction publique, du

Travail. Espérons que le ministère des Travaux publics pourra prochainement nous accorder gracieusement l'allocation qu'il a concédée antérieurement.

Ces attributions bienveillantes sont en effet nécessaires pour la Société, qui sans elles ne pourrait poursuivre sa marche d'une manière régulière et suffisamment développée.

Nous exprimons donc notre gratitude aux autorités et aux administrations qui apprécient l'œuvre désintéressée que la Société accomplit et qui l'encouragent et la soutiennent.

La deuxième partie consacrée aux recettes spéciales montre la continuité des efforts que font bien des membres de la Société pour acquérir le titre de membre perpétuel.

C'est ainsi que nous voyons le rachat de deux cotisations effectué chacun par un versement intégral et 15 annuités portant à 35 le nombre des annuités versées par avance ; accroissement actuel de versements, stabilité ultérieure.

A ces recettes s'ajoutent celles qui sont particulières aux legs Coste et Mercet, mises en compte courant en vue de l'emploi qui en sera fait plus tard au titre de ces legs.

Les dépenses effectuées pendant l'année 1911 sont analogues à celles du dernier exercice en ce qui concerne le loyer, l'annuaire, la Bibliothèque, les frais extraordinaires.

Elles sont inférieures de 211'93 pour les frais d'administration — économie sensible se partageant presque également entre le secrétariat général et la Trésorerie.

Toutes les dépenses ci-dessus sont restées dans les limites des crédits.

Mais la dépense relative à l'impression du Journal, avec ses annexes de graphiques et de rédaction, mérite de fixer l'attention : elle s'est élevée à 7.667'94 contre 7.028'19 l'année dernière et 7.000 francs de crédits.

Cette élévation n'aurait, grâce aux économies réalisées ci-dessus, dépassé que de 400 francs le montant des crédits du service courant, s'il n'existait d'autre part une dépense supplémentaire de 1.289 francs pour la composition et l'impression à 1.200 exemplaires de la *Table alphabétique et analytique du Journal de la Société de statistique de 1860 à décembre 1910*, c'est-à-dire pour la période de cinquante années, depuis la création de la Société et la fondation du Journal jusqu'à ce moment.

C'était un travail de la plus grande utilité, qui a été mené à bien par notre excellent collègue et ami Salefranque.

On dit qu'un trésorier éprouve toujours un moment de tristesse, un serrement de cœur, lorsqu'il voit un vide sérieux se produire d'une manière inattendue, en surcroît. N'en croyez rien, chers Collègues, il sait aussi applaudir hautement quand il s'agit de travaux nécessaires, de dépenses utiles, scientifiques ou d'un caractère élevé, de mesures ou d'actes qui honorent une société.

J'ajouterai d'ailleurs que la balance finale des recettes et des dépenses de l'exercice 1911 ne fait ressortir au total la réduction du capital libre de la Société qu'à la somme déjà dite de 839'36.

Les placements indiqués ensuite comme sorties d'ordre sont l'effet de reliquats antérieurs disponibles.

Sur cette constatation rassurante du passé, nous allons penser à l'avenir, si vous e voulez bien, en examinant le budget pour 1912.

Il doit s'établir d'après les dispositions éprouvées par l'usage.

Je ne parlerai donc que des différences notables avec le budget précédent et la marche générale des recettes et dépenses.

Du côté des recettes, dans la première partie, les cotisations sont prévues pour 4.600 francs, soit 100 francs d'augmentation, et les revenus des titres du portefeuille général pour 3.200 francs au lieu de 3 160 ; les autres chiffres sans changement, ce qui porte le total de cette partie à 12 380 francs contre 12.360 francs. Il est bon de se maintenir dans cette limite, cette partie pouvant être affectée inopinément dans les cotisations par des rachats imprévus les réduisant d'autant.

En regard les prévisions de dépenses de cette même partie ne sont sensiblement modifiées que pour le Journal porté de 7.000 à 7.100 francs, avec une adjonction que vous trouverez plus loin dans la deuxième partie au titre de frais supplémentaires d'impression. Vous savez que la dépense a été de ce chef de 7.664'94 en 1911.

Il importe, en effet, de maintenir l'équilibre entre recettes et dépenses de cette première partie, qui s'applique au service courant, ordinaire de la Société, et est la base même de sa propre existence.

Mais il faut retenir que la deuxième partie du budget présente des ressources utilisables pour le bien et le développement de la Société et qui peuvent satisfaire à l'extension temporaire ou même prolongée du Journal, cet instrument essentiel de l'enseignement de la statistique, c'est-à-dire de l'œuvre même de la Société.

Cette deuxième partie comprend aux recettes les annuités pour 13 rachats en cours de cotisations, puis une seule annuité, la dernière, à recevoir en avril de l'Hôtel des sociétés savantes, et les revenus des legs qui, sauf celui Bourdin spécialement attribué à sa médaille triennale, sont utilisables au mieux des intérêts de la Société, de ses études, travaux, publications et encouragements, d'après l'ordre d'idée qui a présidé à l'attribution de chacun de ces legs.

Dans les prévisions d'emploi pour cette dernière partie, 700 francs sont appliqués au supplément d'impression du Journal et 100 francs corrélativement pour les graphiques.

L'impression même du Journal est donc dotée normalement de 5.200 francs et éventuellement de 800 francs, soit au total de 6.000 francs, alors qu'elle a coûté 5.802'99 en 1911, et les graphiques recevront 400 francs au lieu de 300.

Les autres ressources de la deuxième partie sont mises en réserve par corrélation avec leur provenance, en attendant leur emploi.

J'ai cherché, chers collègues, en vous soumettant ces comptes et le budget qui leur fait suite, à éclairer le mieux qu'il m'a été possible les opérations effectuées et les prévisions à établir.

Mon plus grand désir serait d'y avoir réussi dans une certaine mesure.

Le Trésorier,
Paul MATRAT.

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1911

ACTIF

ESPÈCES

En caisse	20 ^f 47	} 8308 ^f 80
Au Crédit Foncier de France	84 48	
Au Comptoir national d'Escompte	3198 85	

PORTEFEUILLE

(PRIX D'ACHAT)

1° Titres sans affectation spéciale

A. Dépôts au Crédit Foncier :

204 fr. de rente 3 % (résultant de la conversion de 306 fr. de rente 4 1/2 %, réduits à 238 fr. de rente 3 1/2 %). [Récépisse n° 120913].	7 163 ^f »	} 64165 68	}	
70 obligations foncières 3 % 1883 (Récépissés n° 263 990, 275 268 et 624 786).	29 416 20			
4 obligations communales 2,60 % 1892 (Récépissé n° 275 269) [N° des obligations à lots 164 789 à 164 792].	2 014 65			
1/4 obligation Ville de Paris 2 % 1898 (Récépissé n° 314 960) [N° de l'obligation à lots 557 760 2° quart].	111 03			
3 obligations chemin de fer du Sud de la France 3 % (Récépissé n° 297 568)	1 400 85			
26 obligations du gouvernement général de l'Indo-Chine 3 1/2 %, 1898 (Récépissés n°s 322 939 et 406 536)	13 039 15			
25 obligations des chemins de fer de l'Indo-Chine et du Yunnan 3 % (Récépissé n° 409 390).	11 020 80			
30 obligations chemins de fer P.-L.-M. (fusion) 3 % anciennes (Récépissé n° 620 607)	12 926 »			} 21 546 »
20 obligations chemins de fer de Paris à Orléans 3 % nouvelles (Récépisse n° 620 608)	8 620 »			
18 obligations chemin de fer Paris à Orléans 3 % nouvelles (Récépissé n° 741 565)	7 974 »			} 2 936 49
2 obligations chemins de fer de Paris à Orléans 3 % nouvelles (Récépissé n° 789 486)	860 20			
3 obligations chemins de fer P.-L.-M. 3 % (fusion) nouvelles (Récépissé n° 789 485)	1 285 75			
2 obligations Ville de Paris 3 % emprunt 1910, libérées (n°s des obligations à lots 517 517 et 517 522) [Récépissé n° 849 461]	790 54			
4 obligations Foncières 3 % 1883 (Recepisse n° 823 295)	1 685 »			

B. Dépôts au Comptoir National d'Escompte de Paris :

6 fr. de rente 3 % perpétuelle (Récépissé n° 501 925)	204 45	} 1 290 80
2 obligations du chemin de fer de l'Est Algérien 3 % (Récépissé n° 501 926)	852 80	
1 obligation Foncière 3 % 1883 (Récépissé n° 427 725)	438 »	

A reporter 103106^f 22

ACTIF (Suite)

Report. 103106^f 22

2° Titres affectés à la représentation des legs suivants

C. Déposés au Crédit Foncier :

Legs Bourdin : 36 fr. de rente 3 % (Récépissé n° 172226)	997 60	} 4791 60
Legs Bresson : 25 fr. de rente 3 % (Récépisse n° 670765)	805 "	
Legs Hancock : 7 obligations chemins de fer P.-L.-M. (fusion) 3 % nouvelles (Récépissé n° 789485.)	2989 "	

D. Déposés au Comptoir National d'Escompte de Paris :

Legs Coste : 98 obligations du chemin de fer de l'Est Algérien 3 % (Récépissé 501926)	41789 ^f "	} 50111 "
Legs Mercet : 19 obligations Foncières 3 % 1883 (Récépissé n° 427725)	8322 "	

3° Titres valeur en compte courant

E. Déposés au Comptoir National d'Escompte de Paris :

2 obligations chemins de fer P.-L.-M. 3 % (fusion) nouvelles (Récépissé n° 244730)	857 50	} 2140 90
3 obligations semblables (Récépissé n° 504245)	1283 40	

DIVERS

Annuité : à recevoir de l'Hôtel des Sociétés savantes en avril 1912 pour remboursement du solde d'un prêt de 3000 fr. relatif à l'installation de la bibliothèque de la Société de Statistique. 90 "

Bibliothèque :

Pour mémoire. {	Valeur des livres.	" "
	Numéros du Journal en magasin.	" "

TOTAL DE L'ACTIF. 160239^f 72

PASSIF

Capital avec affectation spéciale :

Legs Bourdin	997 ^f 60	} 55197 ^f 35
Legs Bresson	805 "	
Legs Coste	41934 75	
Legs Mercet	8460 "	
Legs Hancock	9000 "	

Réserve sur cotisations rachetées (1) 25574 85

Fonds sans affectation spéciale, dont 22000 fr. provenant de l'attribution faite à la Société de Statistique, sur le legs fait à l'État par M. Giffard, et 20580 fr. 32 montant de l'indemnité des assurances pour l'incendie des collections du Journal de la Société. 71825 02

Cotisations en cours de rachat (Reçu 35 annuités) 2100 "

Provision pour médaille Bourdin 72 "

Comptes courants des legs Coste et Mercet :

Legs Coste, dont 2140 fr. 90 en titres disponibles	5051 75	} 5470 50
Legs Mercet	418 75	

TOTAL DU PASSIF. 160239^f 72

(1) Cette réserve s'est réduite en 1911 par suite du décès de 2 membres perpétuels et augmentée par l'inscription de 3 membres ayant racheté leurs cotisations.

COMPTES DE 1911

RECETTES

Espèces existant au 1^{er} janvier 1911 :

En caisse.	1257 ^f 22	}	2 814 ^f 50 ₂
Au Crédit Foncier.	381 48		
Au Comptoir National d'Escompte	1175 80		

1^{re} PARTIE

Recettes effectuées pendant l'année pour le service courant

Cotisations : Membres titulaires.	4575 ^f »	}	5 045 ^f »
— Membres correspondants.	470 »		
Journal : Abonnements et vente de numéros			1 391 75
Intérêts non réservés sur les titres du portefeuille général, sur ceux des legs Bresson et Hancock, sur les fonds au Crédit Foncier, et divers.			3 348 73
Subventions reçues en 1911 (1 ^o) :			
Ville de Paris : année 1910	1 000 »	}	3 300 »
Conseil général de la Seine : 1910.	500 »		
Ministère de l'agriculture : 1911.	1 200 »		
Ministère de l'instruction publique : 1911	300 »		
Ministère du travail et de la prévoyance sociale : 1911	300 »		
RECETTES effectuées en 1911 (1 ^{re} partie)			(1) 13 085 ^f 48

2^e PARTIE

Recettes spéciales

Annuités : 2 membres ont racheté intégralement leurs cotisations en 1911	600 ^f »	}	1 500 ^f
— 15 annuités de rachats de cotisations.	900 »		
Annuité de 1911 sur le prêt à l'Hôtel des Sociétés savantes			360
Legs Bourdin : Intérêts des valeurs de ce legs en 1911	36 »	}	1 831 10
Legs Coste : Intérêts reçus en 1911 (Revenu des valeurs et intérêts du compte courant au Comptoir d'Escompte), net	1 507 10		
Legs Mercet : Intérêts reçus en 1911 en compte courant au Comptoir d'Escompte, net	288 »		
RECETTES spéciales en 1911 (2 ^e partie).			3 691 ^f 10
TOTAL de la 1 ^{re} et de la 2 ^e partie.			16 776 ^f 58
TOTAL GÉNÉRAL de l'encaisse et des recettes.			19 591 ^f 08

(1) Reste à recevoir la subvention de 1.000 fr. de la Ville de Paris de 1911 et celle de 500 fr. du Conseil général de la Seine, qui ont été votées, mais non ordonnancées en 1911.

COMPTES DE 1911

DÉPENSES

1^{re} PARTIE

Paiements effectués pendant l'année pour le service courant

Administration :			
Secrétariat général, correspondance, frais de bureau, etc.	1 845 ^f 55	} 2 150 ^f 20	} 3 276 ^f 35
Frais de convocations	304 65		
Trésorerie et archives, frais de recouvrement, corres- pondance, etc.	1 126 15		
Loyer : pour 1911			1 000 .
Journal : Impression et frais d'envoi	5 802 99	} 7 667 94	
— Rédaction en 1911 et graphiques.	1 864 95		
Annuaire : Impression et envoi.			278 55
Bibliothèque :			
Allocations mensuelles au bibliothécaire, indemnité, reliures et imprimés . . .			239 75
Frais extraordinaires			173 25
			<hr/>
Dépenses réglées en 1911 (1 ^{re} partie).			12 635 ^f 84

2^e PARTIE

Dépenses spéciales, placements et règlements d'ordre

Supplément de frais d'impression pour la composition et le tirage à 1 200 exem- plaires de la table alphabétique et analytique du <i>Journal de la Société de</i> <i>Statistique</i> de Paris de 1860 à 1910.		1 289 ^f .
<i>Emplois, placements et règlements suivants :</i>		
Libération de 2 obligations de la Ville de Paris 3 %, emprunt 1910, à lots. . .		677 44
<i>Acquisition de titres versés au portefeuille général :</i>		
Acquisition de 4 obligations Foncières 3 % 1883		1 685 .
		<hr/>
TOTAL de la 2 ^e partie.		3 651 ^f 44
		<hr/>
TOTAL de la 1 ^{re} et de la 2 ^e partie.		16 287 ^f 28

Espèces existant au 31 décembre 1911

En caisse.	20 ^f 47	} 3 303 ^f 80
Au Crédit Foncier.	84 48	
Au Comptoir National d'Escompte.	3 198 85	
		<hr/>
TOTAL GÉNÉRAL égal.		19 591 ^f 08

BUDGET DE PRÉVISION POUR 1912

RECETTES

1^{re} PARTIE

Cotisations	4 600 ^f »	
Journal : abonnements et ventes	1 280 »	
Revenus des titres du portefeuille et du compte courant au Crédit Foncier	3 200 »	

Subventions :

Ville de Paris	1 000 ^f »	} 3 300 »
Ministère de l'Agriculture	1 200 »	
Ministère de l'Instruction publique (abonn. au Journal)	300 »	
Ministère des travaux publics	Mémoire	
Conseil général de la Seine Ministère du travail et de la prévoyance (abon au Journ)	500 ^f » 300 »	

TOTAL de la première partie. 12 380^f »

2^e PARTIE

13 annuités en 1912 p ^r rachats de cotisations en cours	780 ^f »	} 870 ^f »
Dernier trimestre de l'annuité pour intérêts et amortissement de l'avance de 3 000 fr. faite à l'Hôtel des Sociétés savantes, pour installer la bibliothèque de la Société de Statistique	90 »	
Revenus du legs Bourdin	36 »	
— Coste	1 400 »	
— Mercet	280 »	
— Bresson	25 »	
— Hancock	100 »	

TOTAL de la seconde partie. 2 711^f »

TOTAL GÉNÉRAL 15 091^f »

DÉPENSES

1^{re} PARTIE

Administration :

Secrétariat général, frais de bureau, correspondance, etc	1 930 ^f »	} 3 480 ^f »
Frais de convocations	400 »	
Trésorerie, archives, frais de recouvrement	1 150 »	

Loyer :

Salles des réunions et bibliothèque	1 000 »
---	---------

Journal :

Impression et envoi	5 200 »	} 7 100 »
Rédaction	1 600 »	
Graphiques	300 »	

Annuaire :

Impression et envoi	300 »
-------------------------------	-------

Bibliothèque :

Livres, reliures et frais divers	280 »
--	-------

Dépenses diverses :

Frais de représent ^{on}	100 »	} 200 »
Frais extraordinaires	100 »	

TOTAL de la première partie. 12 360^f »

2^e PARTIE

Supplément éventuel d'impression pour l'extension du journal :		
Le journal	700 »	} 800 ^f »
Les graphiques 100 »	100 »	
Reserve des annuités ci-contre	870 »	
— des revenus du legs Bourdin pour sa médaille	36 »	
— des revenus des divers legs pour les prix et publications concernant ces legs, dépenses imputables et frais s'y rapportant	1 000 »	

TOTAL de la seconde partie. 2 706^f »

TOTAL GÉNÉRAL 15 086^f »

Reliquat 25 »

ÉGALITÉ 15 091^f »

Le Trésorier,

Paul MATRAT.

**SOCIÉTÉ
DE STATISTIQUE
DE PARIS**

RELEVÉ COMPARATIF QUINQUENNAL DES RECETTES ET DÉPENSES DE DIVERS CHAPITRES

Situation au 31 décembre des années 1907 à 1914

DÉSIGNATIONS	1907	1908	1909	1910	1911
<i>Recettes du service courant :</i>					
Cotisations encaissées	3 865 »	3 922 »	4 020 »	5 052 »	5 045 »
Abonnements et vente du Journal	1 563,75 ¹	1 318,50	1 288 »	1 389,05	1 391,75
Revenus des valeurs	2 140,51	3 090,04	2 885,41	3 166,15	3 348,73
Subventions	2 150 » ²	2 640 » ²	3 050 » ²	3 150 » ²	3 300 »
TOTAL du service courant	9 719,26	10 970,54	11 243,41	12 757,20	13 085,48
<i>Recettes spéciales :</i>					
Annuités pour rachats de cotisations	720 » ³	600 » ³	720 » ³	2 220 » ³	1 500 » ³
Annuités de l'Hôtel des Sociétés savantes pour remboursement d'avances	410 » ⁴	360 » ⁴	360 » ⁴	360 » ⁴	360 » ⁴
Revenus des legs	1 406,90	1 605,75	1 405,92	1 540,80	1 831,10
Recettes exceptionnelles	20 580,32 ⁵	215,55	22 128,30 ⁸	11 460 » ⁸	»
TOTAL général des recettes	32 836,48	13 751,84	35 857,63	28 338,80	16 776,58
<i>Dépenses du service courant :</i>					
Administration, assemblées, recouvrements, etc.	2 609,75	2 919,90	3 427,30	3 488,28	3 276,25
Loyer	1 000 »	1 000 »	1 000 »	1 000 »	1 000 »
Journal (impression, graphiques, rédaction, etc.)	6 093,41	5 938,19	6 157,24 ⁶	7 028,19 ⁶	7 667,94 ⁶
Annuaire	183,10	199,75	183,45	268 »	278,55
Bibliothèque	186 »	262 »	267,50	272,85	239,75
Dépenses extraordinaires	207,35	179,05	»	241,25	173,25
TOTAL du service courant	10 279,61	10 498,89	11 035,49	12 298,57	12 635,84
Dépenses spéciales	108 » ¹⁰	»	21 781,02 ⁹	20 364,10 ¹¹	3 651,44 ⁷
TOTAUX	10 387,61	10 498,89	32 816,51	32 662,67	16 287,28
<i>Situation :</i>					
Valeurs en portefeuille	135 718,68 ¹²	136 831,53 ¹²	138 266,43 ¹²	154 477,48 ¹²	156 845,92 ¹²
Annuités à recevoir de l'Hôtel des Sociétés savantes	1 530 » ¹³	1 470 » ¹³	810 » ¹³	450 » ¹³	90 » ¹³
En caisse et dépôts	1 390,20	4 098,05	7 139,17	2 814,50	3 303,80
Créance	5 605,70 ¹⁴	5 605,70 ¹⁴	»	»	»
TOTAUX	144 244,58	147 705,28	146 215,60	157 747,98	160 239,72

		Nombre des Membres au 31 décembre :				
Titulaires	perpétuels	106	100	97	103	100
	non rachetés	162	165	182	202	206
Correspondants	31	29	31	34	34
	72	70	67	68	68
Associés						
TOTALS		371	364	377	407	408

1. Dont vente d'une collection du Journal en 1907.
2. La subvention du Ministère de l'Agriculture a été de 1 000 fr. en 1907, 1908 et 1909 et de 1 200 fr. en 1910 et 1911. — En outre, les subventions n'ont pas toujours été payées pendant les années auxquelles elles se rapportaient. La subvention de 1 000 fr., en 1911, de la ville de Paris, et celle du Conseil général de la Seine, de 500 fr., en 1911, ne seront mandatées qu'en 1912.
3. Rachats de cotisations plus nombreux et rachat intégral en 1907. 4 rachats complets et 17 annuités en 1910 ; 2 rachats complets et 15 annuités en 1911.
4. A partir de 1907, l'annuité du remboursement d'un prêt fait à l'Hôtel des Sociétés savantes reste seule.
5. Indemnité reçue en espèces pour l'incendie des collections du Journal de la Société. En outre, un crédit de 7 000 fr. a été ouvert par la Maison Berger-Levrault et Cie, à titre d'indemnité complémentaire au sujet de cet incendie.
6. Feuilles en plus pour l'impression du Journal en 1909 et 1910.
7. En 1911, 1 289 fr. pour l'impression de la table alphabétique et analytique du Journal de 1860 à fin 1910. Plus 2 362 fr. 44 pour placements en obligations Ville de Paris et Crédit Foncier.
8. Remboursement de 30 fr. de rente amortissable (998 fr.). — Cotisations spéciales (1 020 fr.) et constitution de ressources et de crédit pour le Cinquantenaire de la Société, suivant détail au compte de 1909, et allocation gracieuse de 8 000 fr. par l'Institut international de Statistique, pour participation de la Société aux réceptions de la XII^e session de l'Institut. En 1910, montant net du legs Mercet, 8 460 fr., et du legs Hancock, 3 000 fr.
9. Remploi de 978 fr. 57 en 30 fr. de rente amortissable. — Absorption du solde du crédit ouvert par MM. Berger-Levrault et Cie ; frais de réception des membres et invités de l'Institut international et placement de 7 974 fr., le tout suivant compte de 1909.
10. Achat de la médaille du prix Bourdin en 1907 et en 1910.
11. En 1910 : médaille, 108 fr. ; placements legs Mercet, 8 322 fr. ; legs Hancock, 2 989 fr. ; placements divers, 5 702 fr. 80. Remboursement de 3 242 fr. 30 sur les 8 000 fr. ci-dessus, pour impressions supplémentaires.
12. Portefeuille déposé au Crédit Foncier et au Comptoir National d'Escompte de Paris, y compris les valeurs des legs, capital et comptes courants. Placement, en 1907, de l'indemnité payée pour l'incendie des collections du Journal et d'un reliquat. Accroissements de 1908 à 1911, notamment par suite des placements du montant des legs.
13. Réductions progressives des annuités restant dues par l'Hôtel des Sociétés savantes pour cession de corps de bibliothèques et pour prêt fait par la Société ; à partir d'avril 1907, les annuités sur le prêt restent seules dues. En 1912, dernier trimestre à recevoir pour solde.
14. Partie restant due par la Maison Berger-Levrault et Cie sur la créance de 7 000 fr. pour indemnité complémentaire concédée par cette Maison pour l'incendie des collections du Journal de la Société (1 394 fr. 30 ont été affectés à l'impression du catalogue de la Bibliothèque). Solde de 5 605 fr. 70 employé en 1909 lors du Cinquantenaire de la Société et de la XI^e session de l'Institut international pour l'impression de l'ouvrage *La Statistique à Paris*, et pour la publication des comptes rendus. (Journal d'août 1910 spécial.)

IV
RAPPORT PRÉSENTÉ

AU NOM DE LA

COMMISSION DES FONDS ET ARCHIVES

Par M. MALZAO

J'ai l'honneur de vous présenter, au nom de la commission des fonds et archives le rapport qu'elle m'a chargé d'établir sur la gestion du trésorier de la Société pendant l'année 1911, sur le bilan au 31 décembre 1911, et sur le budget de prévision pour l'exercice 1912.

Je me bornerai d'ailleurs à en faire une analyse sommaire, les détails se trouvant dans les états qui vous ont été distribués.

I — COMPTES DE 1911

L'exercice s'était ouvert avec une encaisse de 2.814'50.

Les recettes inscrites au budget de prévision de cet exercice se décomposaient comme suit :

1 ^{re} PARTIE : Recettes pour le service courant à	12.240 ^f 00
2 ^e PARTIE : Recettes spéciales a	2.801 00
Total.	<u>15.041^f 00</u>

Les recettes effectuées ont été :

1 ^{re} PARTIE :	13.085 ^f 48	} 16.776 ^f 58
2 ^e PARTIE :	3.691 10	
Soit en plus		<u>1.735^f 58</u>

Les prévisions de dépenses comprenaient :

1 ^{re} PARTIE : Dépenses du service courant	12.210 ^f 00
2 ^e PARTIE : Dépenses spéciales.	2.801 00
Total.	<u>15.011^f 00</u>

Les paiements effectués ont été :

1 ^{re} PARTIE : Service courant	12.635 ^f 84	} 16.287 ^f 28
2 ^e PARTIE : Dépenses spéciales	3.651 44	
Soit un excédent sur les prévisions de		<u>1.276^f 28</u>

Cet excédent provient surtout de la dépense afférente à l'impression de la table alphabétique et analytique du Journal de la Société de 1860 à 1910, qu'a bien voulu établir notre collègue M. Salefranque et dont la valeur documentaire suffit à justifier la somme de 1.289 francs qui y a été consacrée.

L'exercice s'est soldé par un solde en caisse de 3.303'80, supérieur de 489'30 à celui avec lequel il avait commencé.

Ces résultats, dont la commission des fonds et archives a constaté l'exactitude comptable, témoignent des soins et de la vigilance que notre trésorier apporte à la question des intérêts de la Société. Nous lui en renouvelons ici nos remerciements.

II — BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1911

L'actif comprend :

Encaisse au 31 décembre 1911.	3.303 ^f 80
Valeurs diverses à	156.985 92
Total de l'actif.	<u>160.239^f 72</u>

en augmentation de 2.492^f 64 sur l'actif au 31 décembre 1910.

Les valeurs diverses comprennent exclusivement, sauf deux obligations de la compagnie P.-L.-M. 3 % fusion actuelle, réservées au porteur pour des besoins imprévus, des titres nominatifs immatriculés au nom de la Société et déposés sur récépissés de même nature partie au Crédit Foncier de France et partie au Comptoir National d'Escompte de Paris.

Ils sont portés au bilan pour leur prix d'achat et ont fourni en 1911 un produit net de 5.149^f 45.

La commission des fonds et archives a vérifié et reconnu : *pour les titres*, la régularité des récépissés de dépôts et *pour l'encaisse*, l'existence du numéraire aux mains du trésorier et la conformité des chiffres des dépôts avec les comptes courants des établissements dépositaires.

Le passif du bilan se porte à la somme égale de 160.239^f 72.

Il ne comporte d'ailleurs aucune dette envers des tiers.

III — BUDGET DE PRÉVISION POUR L'EXERCICE 1912

Ce budget est établi d'après les résultats de l'exercice 1911, auxquels cependant et suivant les habitudes de prudence qui sont de tradition dans la Société, il est inférieur, tant en recettes qu'en dépenses, ainsi qu'il ressort de la comparaison ci-après :

<i>Recettes</i>	
Recettes réalisées en 1911.	16.776 ^f 58
— prévues pour 1912	<u>15.091 58</u>
En moins pour 1912	<u>1.685^f 58</u>
<i>Dépenses</i>	
Dépenses effectuées en 1911.	16.287 ^f 26
— prévues pour 1912.	<u>15.066 00</u>
En moins pour 1912	<u>1.221^f 28</u>

La balance du budget de 1912 ressort donc :

En <i>recettes</i> , a.	15.091 ^f 00
En <i>dépenses</i> , à	<u>15.066 00</u>
Excédent de recettes	<u>25^f 00</u>

La commission des fonds et archives vous propose, en conséquence :

1° D'approuver la gestion du trésorier pour l'exercice 1911 et de lui en donner décharge ;

2° D'arrêter le bilan au 31 décembre 1911, tel qu'il est établi ;

3° D'approuver le budget de prévision de l'exercice 1912 avec 15.091 francs de recettes et 15.066 francs de dépenses.

Le Rapporteur,
M. MALZAC.